

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

Date de la Convocation : 28 mai 2021

Date d'affichage : 28 mai 2021

OBJET :	Rénovation des sanitaires de l'école élémentaire du Centre Demande de subvention DPV 2021
----------------	--

L'an deux mille vingt et un, le quatre juin, le Conseil Municipal de la Commune de Douchy-les Mines s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

Présents :

Michel VENIAT, Alexandra PULLIAT, Romain MERVILLE, Régine GUILAIN, Francis WOJTOWICZ, Rossana CARLIER, André CROMBEZ, Danielle CHOTEAU, Daniel TISON, Catherine ESTAQUET, Dominique JOHN, Brigitte DUBOIS, Jean- Luc BALASSE, Bénédicte GOSSE, Yves PETIT, Patrick ZIATKOWSKI, Béatrice BOUDRY, Régis FASSART, Guillaume LECARPENTIER, Séga SOUMARE, Mathilde LARGILLET, Sami JOURNET, Michelle BLEUSE, Julien FRANQUET, Caroline VARLET, Cédric NOULIN, Virginie CARLIER

Absents ayant donné pouvoir :

Me CARBOULET a donné procuration à Me CHOTEAU
Me EGELE a donné procuration à Me CHOTEAU
Mr BRAHMA a donné procuration à Mr VENIAT
Me KULCZYCKI a donné procuration à Mr LECARPENTIER
Mr OMIETANSKI a donné procuration à Me VARLET

Absents :

Laurence SALVA

Secrétaire de séance :

Brigitte DUBOIS

Nombre de	En exercice :	33	Vote :	Pour :	32 / 32
Conseillers	Présents :	27		Contre :	0 / 32
Municipaux :	Votants :	27 + 5 procurations		Abstentions :	0 / 32

Présentation :

L'école primaire du Centre (rue Pasteur) est un bâtiment construit dans les années 1925-30.

Le bloc sanitaire est une construction plus récente. Il se situe en mitoyenneté avec les ateliers municipaux et partage en partie la même toiture.

Dernièrement, il a fait l'objet d'une légère rénovation. Cependant à la rentrée prochaine, l'école va accueillir un élève à mobilité réduite et aucun sanitaire PMR n'existe sur cette école.

Dans le cadre de la construction d'un sanitaire PMR, il est donc envisagé de rénover entièrement le bloc sanitaire, en récupérant des locaux des ateliers municipaux sous-utilisés ainsi qu'un local côté école qui sert actuellement de rangement.

Cette rénovation ne concerne pas la toiture.

La redistribution et l'équipement des sanitaires seront revus dans leur globalité.

L'école se situe à proximité du quartier Politique de la Ville « Boulevard de la Liberté ». Elle accueille 26 % d'élèves issus du QPV.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la politique municipale en matière d'amélioration des conditions d'accueil des élèves dans les établissements scolaires communaux.

Délibération :

Considérant le projet de la Ville de Douchy-les-Mines de rénovation des sanitaires de l'école élémentaire du Centre ;

Considérant la nécessité pour la Commune de mobiliser des partenariats techniques et financiers autour de ce projet ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- APPROUVE** le projet de rénovation des sanitaires de l'école élémentaire du Centre pour un montant total de 140.000 € HT soit 168.000 € TTC selon le plan de financement annexé.
- SOLLICITE** auprès de l'Etat une subvention de 100.000 € (correspondant à 71,43 % du montant total hors taxes du projet) au titre de la Dotation Politique de la Ville 2021.
- DIT** que les dépenses et subventions notifiées seront inscrites au budget communal et que les éventuels écarts financiers entre le coût prévisionnel et le coût définitif seront pris en charge par la Ville.
- DONNE POUVOIR** à Monsieur le Maire pour rechercher tout financement complémentaire et signer toute pièce se rapportant à la présente décision.

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,



Le Maire,

Michel VENIAT
Michel VENIAT

*Délibération rendue exécutoire
par sa transmission au représentant de l'Etat en date du
par sa publication en date du*

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.